

La compassion et la justice: les deux mains de notre action

de Guy Paiement

Cette année encore, l'approche des Fêtes occasionne à beaucoup de groupes un surcroît de travail et de créativité. La plupart s'y prêtera de bonne grâce à cause des liens qu'ils ont créés avec leurs concitoyens à revenus précaires. Dans une société du "chacun pour soi", les bribes de solidarité qui s'expriment à cette époque de l'année sont évidemment bienvenues. Comme si Noël nous rappelait que la dignité des personnes n'a pas de prix et que la vie en société devient irrespirable si les liens de solidarité sociale se défont.

Mais tous les gestes de compassion ne nous empêchent pas de voir clair. Le gouvernement actuel va appauvrir encore plus les personnes les plus fragiles de notre société. Et ce sont les femmes qui en paieront surtout le prix. Qu'on pense seulement aux coupures qui toucheront les mères monoparentales et celles qui devront travailler après 55ans. Or, des travailleurs à faibles revenus commencent à découvrir que les augmentations de coût prévues pour l'électricité, le loyer, les frais de garderie et bientôt l'eau vont annuler la nébuleuse diminution d'impôt promise. De leur côté, beaucoup de syndiqués ont peur d'avoir à travailler demain avec un salaire moindre et de moins en moins de garanties sociales. C'est donc de plus en plus de monde qui vont expérimenter l'incertitude qui était jusqu'ici le lot des seules personnes qui viennent dans nos groupes communautaires.

Cette parenté va-t-elle donner lieu à une plus grande solidarité sociale? Va-t-elle permettre à plus de gens de lutter ensemble pour que toute la population puisse respirer à l'aise et s'épanouir? Chose certaine, nous avons là une occasion de sensibiliser l'ensemble de notre milieu. Pourquoi, dans nos groupes, ne pas transmettre aux personnes aidées un message leur rappelant notre joie de partager un peu de chaleur humaine avec elles mais aussi notre colère devant le sort fait à trop de personnes et le goût que nous avons de changer les situations ?. Avec elles et avec beaucoup d'autres.

Le Collectif des Groupes d'achats coopératifs est né

Le 12 novembre dernier, plusieurs groupes d'achats ont décidé de demander une charte pour donner une existence légale à ce qui existait déjà. Les objectifs suivants ont été acceptés :

1. Développer l'entraide et la coopération chez les membres, entre les groupes d'achats ainsi qu'avec les autres groupes du milieu.
2. Se donner un meilleur pouvoir d'achats au-près des producteurs agricoles ou des grossistes en négociant des prix équitables pour des aliments d'excellente qualité.

3. Faire la promotion des produits québécois, qu'ils touchent à l'alimentation ou à d'autres secteurs.
4. Encourager l'éducation populaire et la circulation des ressources éducatives sur la coopération et l'alimentation.
5. Promouvoir, dans toutes les activités, la santé des personnes, celle-ci comprenant le pouvoir sur sa vie, une alimentation de qualité et la capacité de changer les situations inacceptables.

Le Conseil d'administration provisoire comprend Louise Bergeron (Groupe Ressource du Plateau), Suzanne Brasseur (Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles), Sylvie Brodeur/ Danièle Thibault (Grenier des trouvailles sans faim de Lacolle), Nathalie Lafontaine (Montréal-Nord), Mélanie Lamoureux (SNAC d'Ahuntsic) et Sophie O'Relly (Ressources d'action et d'alimentation de Parc Extension).

Groupe Ressource: (514)527-1616

Mise sur pied d'un regroupement en sécurité alimentaire à Longueuil

Une rencontre organisée par Moisson Rive-Sud, regroupant les organismes communautaires en sécurité alimentaire de Longueuil a eu lieu pour la première fois le 26 novembre dernier. 43 organismes sur 70, soit 58 personnes ont décidé de travailler en réseau.

L'objectif est de véhiculer l'information entre les groupes de même secteur d'activités telles les cuisines collectives, l'aide d'urgence alimentaire, etc. répartis dans les sept arrondissements de la ville. Ce nouveau regroupement sera géré et administré par des responsables de réseau. La collaboration de la ville est apportée à cette initiative qui permettra de résoudre de façon concertée les problématiques rencontrées.

Les intervenants ont découvert qu'ensemble, on peut aller plus loin. Que les problèmes que nous rencontrons sur notre chemin ont été croisés par d'autres. Alors, après avoir jugé du bien fondé de ce projet, les groupes s'engagent dans le processus de sa mise en oeuvre. À cet effet, les personnes souhaitant chapeauter les réseaux se réuniront dès la première semaine de janvier pour dresser les orientations à suivre. Pour plus de renseignements, contactez Alain Prontkine de Moisson Rive-Sud au (450) 641-2452

Mon Resto Saint-Michel aux prises avec les flammes

Le 13 novembre à 13h15, alors que tous les employés avaient rejoint leur bureau pour reprendre leurs activités, le feu s'est emparé des locaux, faisant de nombreux dégâts matériels.

L'enquête effectuée a révélé que les causes de l'incendie sont d'origine criminelle. L'homme incriminé s'en est également pris à d'autres bâtiments dans le quartier.

L'équipe de Mon Resto Saint-Michel a constaté un grand mouvement de solidarité de la part des partenaires du quartier tels que le CLSC et la Maison des Jeunes. Elle a également reçu de nombreux dons pour pallier les pertes survenues. Mon Resto Saint-Michel a présentement concentré ses bureaux sur la rue Robert (siège administratif). Cependant, l'endroit n'est pas suffisamment grand pour permettre le dépannage alimentaire.

L'Association des locataires de HLM a alors offert d'utiliser un de leurs locaux. L'équipe espère maintenant regagner ses bureaux, l'espace se faisant rare.

Le 26 mars...C'est la fête!

Le 26 mars 2004 marquera la sixième édition de la Journée nationale des cuisines collectives. Cette journée en est une de reconnaissance et de visibilité qui permet aux cuisines de fêter entre participantes et de se donner un moment de réflexion sur notre action.

Le RCCQ invite toutes les cuisines à organiser une activité lors de la Journée nationale des cuisines collectives, le 26 mars prochain. Pour tous nos membres, nous avons élaboré un guide de planification d'activités et avons du matériel promotionnel que vous pouvez commander (tabliers,t-shirt, chapeau, affiches, dépliants, vidéos, etc).

Pour la région de Montréal, nous voulons faire une journée de sensibilisation en faisant vivre l'expérience d'une cuisine collective à des personnalités publiques ou politiques. Si vous voulez mettre la main à la pâte pour organiser cette activité, nous formons un comité d'organisation en janvier...On vous attend !

Votre regroupement provincial est disponible pour répondre à toutes vos questions, que ce soit au sujet de la Journée nationale de cuisines collectives, sur nos formations, pour du soutien dans votre cuisine...

Nous terminons en vous souhaitant une joyeuse période des fêtes...Respect, dignité, autonomie, prise en charge, solidarité et démocratie sont les valeurs que nous vous invitons à vivre dans vos organisations en 2004.

Germaine Chevrier
(514) 529-3448, info@rccq.org

La Table reprend ses travaux en comités

La Table poursuit ses réflexions pour approfondir la politique de sécurité alimentaire. Les responsables d'ateliers déjà nommés ont animé la première rencontre à la suite du colloque. Les participants ont pu s'approprier quatre options de fond qui orienteront et traverseront toute la politique de sécurité alimentaire. À la suite des explications fournies par Guy Paiement, chacun a été invité à faire part de ses commentaires.

Option 1: Promouvoir une conception de la santé qui implique la maîtrise sur sa vie, la qualité de l'alimentation et la capacité de changer les conditions de vie nuisibles.

Il faut avoir à l'esprit qu'il existe aujourd'hui trois courants de pensée dans le domaine de la santé. Le premier privilégie une approche curative (action de guérir), l'autre est plus axé sur l'approche préventive. Celle-ci se manifeste dans nos sociétés depuis peu. La Table veut aller plus loin. Elle estime qu'il faut donner de l'importance à la promotion de la santé, qui comprend des aspects plus positifs.

Dans cette option, trois éléments nous intéressent :

1- la maîtrise sur sa vie. En effet, les gens qui ont ce sentiment sont en meilleure santé. Redonner du pouvoir, c'est ce que beaucoup d'entre nous tentent de faire.

2- la qualité de l'alimentation. On a souvent dit que le milieu social a une influence sur le fait d'être moins résistant aux maladies, mais ce lien n'est pas unique.

D'après les recherches effectuées, la qualité de l'alimentation revêt une grande importance pour la santé. D'où l'importance d'en tenir compte et de ne pas distribuer n'importe quoi.

3- Changer les conditions de vie que l'on trouve nuisibles. On entend par là qu'il faut armer les gens pour changer ce qui est inacceptable. C'est une perspective citoyenne active.

Option 2: Situer la sécurité alimentaire dans une perspective du droit à l'alimentation auquel il faut assurer les conditions concrètes suivantes pour qu'il puisse s'exercer: la capacité d'achat, une nourriture de qualité et des compétences culinaires.

Le droit à l'alimentation : il se traduit en conditions concrètes et revêt une dimension économique qui reste à débattre (quel est le seuil et le montant que l'on estime acceptable ?). Le droit à l'alimentation renvoie au droit de s'alimenter soi-même sans être infantilisé.

Une nourriture de qualité : valeur nutritive, nourriture fraîche...

Compétences culinaires : transmission des savoirs qui favorise le droit à s'alimenter soi-même.

Si les gens rencontrent ces trois conditions, la sécurité alimentaire devient réalisable.

Option 3 : Situer les efforts déployés dans une perspective politique de lutte à la pauvreté et à l'exclusion et d'un développement social durable.

Il faut rappeler que la sécurité alimentaire est transversale à toute une série de conditions. Il ne faut pas seulement gérer la pauvreté, mais développer des moyens pour la combattre. Certaines décisions politiques ont cependant tendance à s'en prendre plutôt aux pauvres.

Aussi, notre option renvoie-elle à une prise de position politique. La faim est un problème politique, et le gouvernement a la responsabilité de trouver les moyens pour améliorer les conditions de vie des personnes dans le besoin.

Option 4: Mettre en place un processus d'interventions pour contrer celui qui engendre la faim et l'insécurité alimentaire.

Il faut avoir à l'esprit que la faim et l'insécurité sont le bout de la chaîne. Aussi, il faut mettre en place une autre série d'interventions pour rendre la lutte à la pauvreté possible. Pour faciliter cette lutte, chaque acteur doit se demander s'il est dans un processus de changement.

On ne fait pas référence ici à des actions ponctuelles pour remédier aux problèmes, mais à des actions qui cherchent à accompagner la personne. Il faut donc développer d'autres types d'intervention avec d'autres groupes dans le quartier.

Les commentaires de l'assemblée

Option 1

"Il est sûr que nous ne pouvons être contre la promotion de la santé. Le plus difficile va être les moyens à mettre en œuvre pour la rendre possible.

On souligne que peu d'acteurs orientent leurs actions vers la prévention. Pourtant, on a beaucoup investi dans la promotion de la santé. Par exemple au sujet des conséquences graves du tabac sur les poumons, notamment le cancer.

Au lieu de tabler sur les seuls comportements individuels, les autorités ont promu un environnement sans fumée (dans les restaurants, les entreprises...) pour que les gens ne deviennent par malades à cause de la fumée des autres.

Cela peut valoir également pour la nourriture. On peut faire la promotion d'une bonne alimentation en jouant sur la modification de l'environnement afin que celui-ci devienne éducatif. Ce n'est toutefois que timidement que l'on commence à parler de la promotion de la santé."

"On ne peut parler de promotion de la santé sans dénoncer les orientations de l'industrie agroalimentaire. Je suis tout à fait d'accord pour créer des environnements favorables à la santé, mais je pense qu'il y a beaucoup de résistances de la part des autorités, des institutions. Notre façon de penser me paraît difficile à mettre en place dans le contexte actuel."

"Si nous l'acceptons, nous aurons à la traduire en actions sur le terrain en s'inscrivant dans une démarche qui va à l'encontre de celle des gouvernements."

Il suffit de se reporter au projet de loi 25 qui remet en question le rôle des régies régionales ! Désormais, ce sont les cliniciens qui imposeront leurs démarches et leurs points de vue sur les actions à développer. On s'éloignera de la promotion de la santé, du soutien au communautaire. Dans ce contexte, comment s'inscrire dans une démarche en marge, c'est-à-dire à contre courant, cela devient une question incontournable."

"Cependant, chaque régie régionale a le mandat de mettre en place des actions en fonction des besoins du territoire. Ainsi, la place est ouverte à la créativité."

"La Ville de Montréal a déjà fait bon accueil aux propositions de la Table. Il faut utiliser les marges de manœuvre pour continuer dans le sens qui nous est commun de part et d'autre."

"Le militantisme est essentiel si nous souhaitons que nos points de vue soient partagés."

Option 2

"Ce qui va être difficile c'est la capacité d'achat." "Comment aider les gens qui sont sans revenu ?

Confrontée à cette interrogation quotidiennement, je pense que cette option est synonyme d'espoir, et qu'il faut avant tout avoir un budget décent pour la réaliser."

Droit à l'alimentation : une précision est émise à la suite d'une confusion possible. Le droit à l'alimentation renvoie à la charte des droits fondamentaux.

Il s'agit du droit d'avoir les moyens de se nourrir et non d'être nourri comme un enfant.

Si on ne présente pas l'alimentation en termes de droit, on limite les moyens à mettre en œuvre pour le garantir.

"Il revient à la société de donner à ses citoyens les moyens adéquats pour se nourrir."

Option 3

On demande de rajouter à "développement durable" la notion d'équité, c'est-à-dire de parler à la fois de développement durable et équitable. Tout le monde partage cet avis.

Option 4

Un commentaire est émis au sujet de la formulation: le pronom "celui" renvoie au processus.

Comment décrire ce qu'est un processus ? C'est une série de décisions dans la vie d'une personne ou d'un milieu.

Le processus pourrait se résumer à une histoire. Il faut mettre en place une série d'interventions pour que la personne se réintègre socialement et économiquement.

On se demande si d'autres pays ont mis sur pied des actions semblables aux nôtres qui auraient comme finalité d'influencer le gouvernement.

Selon Guy Paiement, la Table est novatrice.

Cependant, des réflexions et des actions ont déjà été menées en France et en Suède.

Alain Noël, professeur à l'université de Montréal a fait des recherches dans un domaine connexe, nous pourrions lui demander davantage d'information.

N'oublions pas que les processus qui engendrent l'insécurité sont reliés à la production alimentaire.

Travail en comités

Guy Paiement rappelle les directives pour les travaux en atelier.

Le travail poursuivi devrait donner lieu à un document final pour le 15 mars.

Les enjeux de fond qui ont été présentés doivent être traduits en objectifs.

Notre travail consiste à aller plus loin dans nos réflexions.

Il est suggéré d'inviter des personnes provenant d'institutions pour élargir les points de vue.

Il est conseillé de ne pas refaire toute la démarche avec les personnes qui ont récemment rejoint le groupe.

Les participants se sont ensuite rassemblés dans les différents ateliers thématiques.

La lutte contre la pauvreté ou la lutte contre les pauvres ? Mieux vaut s'interroger avant qu'après

Même si la politique officielle n'est pas encore annoncée, on peut déjà évaluer les orientations privilégiées par le gouvernement du Québec en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, le soutien du revenu et l'insertion sociale et économique.

La conférence tenue à la Direction de la santé publique par Alain Noël, politologue, a cherché à situer les orientations de cette nouvelle politique en la comparant aux mesures de soutien qui visent les sans-emploi dans six pays: le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Danemark. Une étude comparative a permis de faire ressortir les relations entre les sans-emploi et l'État, le marché du travail et l'environnement social.

On s'aperçoit que dans tous les pays cités, la lutte à la pauvreté constitue un enjeu politique, et ce, surtout aux alentours de l'an 2000. Chacun d'entre eux s'est interrogé sur un réaménagement de l'État providence avec pour objectif de transformer les mesures d'assistances aux personnes aptes du travail.

En gros, tous se demandaient quelle serait la meilleure façon pour que les individus retournent sur le marché du travail, et bien sûr, chacun a pris des orientations différentes bien que l'on retrouve deux tendances majeures.

D'un côté, les pays qui organisent le traitement des sans-emploi sous un mode plutôt collectif en se concertant avec les intervenants de la société pour favoriser la formation et l'insertion des personnes, et de l'autre, les pays où seuls l'individu et le marché constituent la référence première, tel le modèle américain. Quelle est la position du Québec dans tout ça?

Après analyse de la politique en question, il est évident que le Québec se rapproche de plus en plus de la norme américaine qui consiste à privilégier l'intégration sociale par le recours à l'emploi quel qu'il soit. Et oui, on vous crierait : any job is a good job si vous vous montrez récalcitrant(e) et refusez d'accepter ce qui ne vous correspond pas.

Depuis quelques mois en effet, on parle de "serrer la vis" aux personnes valides qui sont au chômage, de mettre le plus vite possible les gens au travail et de les maintenir en activité. Pour en être sûr, les conditions d'accès à la sécurité du revenu risquent d'être plus difficiles. Obliger les gens au travail à n'importe quel prix devient la seule solution pour maintenir la prospérité de notre économie !

Pourtant, il semble qu'il n'y a pas si longtemps que notre gouvernement vantait les dispositions mises en place au sujet des programmes de réinsertion professionnelle, d'accès à la formation, du développement de certains éléments d'une politique familiale (équité salariale, garderie). Serait-ce un retour en arrière?

En somme, le gouvernement cherche davantage à restreindre les mesures d'aide sociale que d'envisager des solutions effectives pour pallier les failles de notre système économique qui engendrent chômage, précarité, faillite, concurrence et dépression pour un bon nombre d'employés. Cette politique s'attaque directement aux personnes, qui comme vous et moi, subissent les aléas d'un système économique qui s'épuise...Et oui, il est si facile d'être un pays riche...aux dépens des moins bien nantis...

Alexa Kaoua

Le consommateur québécois et ses dépenses alimentaires

Les facteurs économiques tels que le prix des aliments et le revenu disponible ont toujours joué un rôle important dans les choix de consommation alimentaire des ménages.

Cependant, depuis quelques années, certains critères, souvent associés à la santé et aux changements démographiques (composition des ménages, diversité ethnique et vieillissement de la population), sont venus jouer un rôle prépondérant dans le choix des aliments.

En fait, trois phénomènes socio-logiques, à savoir la préoccupation santé, l'aspiration au temps libre et la recherche de la diversité, paraissent avoir été ceux qui, au cours de la dernière décennie voire plus, ont le plus fortement influencé les choix alimentaires de nombreux consommateurs. Ainsi, on se demandera :

Quelles sont les mutations qui se sont opérées dans le choix alimentaires du consommateur québécois depuis une quinzaine d'années ?

Quel est son profil socio-économique ?

Où fait-il ses achats alimentaires ?

Que mange-t-il ?

Le consommateur québécois : Son profil socio-économique

Le consommateur québécois consacre une part de moins en moins importante de son revenu pour se nourrir. Alors qu'il consacrait près de 17 % de son revenu à son alimentation en 1986, il n'y affecte plus que 13 % de celui-ci en 2001.

Les changements survenus dans la composition du panier d'épicerie, la concurrence de plus en plus vive dans le secteur de l'épicerie et de la restauration, et les gains de productivités enregistrés chez les transformateurs alimentaires sont quelques-uns des facteurs pouvant expliquer cette baisse de la part des dépenses alimentaires des familles.

D'autres explications sont à chercher dans l'accroissement des dépenses concurrentes notamment celles consacrées au logement, aux assurances et au transport.

Où le consommateur québécois fait-il ses achats alimentaires ?

Les supermarchés et les établissements de grande surface restent les magasins de prédilection du consommateur québécois. C'est près de 77,7 % de son budget d'alimentation à domicile qui est dépensé dans cette catégorie de magasins.

Le reste de ses achats se répartit entre les magasins spécialisés (12 % des ses achats), les magasins tels que les pharmacies (5,6 %) et les dépanneurs (2,0 %).

Du côté de la restauration, le consommateur québécois maintient globalement ses habitudes, bien qu'il ait dépensé nettement plus en 2001 qu'en 1986.

Ce sont les aliments consommés entre les repas qui essuient la presque totalité des pertes d'année en année, avec 5,5% du budget du consommateur comparativement à 9,2%, il y a quinze ans.

Les déjeuners gagnent en popularité avec 10,2 % des dépenses pris à l'extérieur.

Malgré cette hausse des achats d'aliments au restaurant, le consommateur québécois est aujourd'hui celui qui, à l'exception du consommateur de la région de l'Atlantique, dépense le moins en moyenne à cet endroit.

La faible hausse des revenus disponibles, due essentiellement au fait que les impôts sur le revenu ont baissé moins rapidement au Québec, expliqueraient la situation.

Le consommateur québécois : que mange-t-il ?

Le déclin des viandes rouges

Le consommateur québécois consacrait, en 2001, une part moins importante de son budget alimentaire à l'achat de viande rouge bien que ce groupe alimentaire soit toujours le plus important dans son panier d'épicerie.) De près de 23 % des achats en magasin qu'elle représentait en 1986, la viande rouge ne représente plus que 16,3 % en 2001.

L'essoufflement de la volaille

Le consommateur québécois a accru sa dépense pour la volaille, entre 1986 et 1996, mais celle-ci a enregistré un faible relâchement pour la période 1996-2001. De profondes mutations se sont opérées ces derniers temps.

Le consommateur québécois tend à remplacer le poulet frais entier par des produits plus transformés. L'évolution des modes de vie et des attentes des consommateurs a manifestement joué un rôle majeur dans cet état de fait.

Aujourd'hui, la volaille triomphe dans les plats cuisinés ou surgelés ainsi que dans les restaurants. Réputée plus maigre et bonne pour la santé, la chair de volaille gagne en popularité, souvent au détriment des viandes rouges, et ce, dans une présentation ou un format facile à cuisiner et versatile.

Une tendance à la baisse pour les produits laitiers

À ce sujet, le budget du consommateur semble avoir légèrement baissé, passant de 16 % en 1986, à 15,1 % en 2001. Cependant, en termes de volume, le bilan montre des tendances contrastées selon les produits. Le lait de consommation a enregistré une chute importante entre 1986 et 2001.

En effet, le québécois d'aujourd'hui boit moins de lait qu'il y a une quinzaine d'années, une baisse de 36 %, et le lait qu'il boit est beaucoup moins gras. Le lait écrémé de consommation a connu une hausse de 7 %. Le beurre accuse également un recul important de 29 %, les huiles de table étant devenues la norme.

Le fromage et le yogourt font, par contre, toujours bonne figure dans les choix alimentaires du consommateur québécois.

Leur consommation a augmenté respectivement de 8,5 % et 65 % sur quinze ans. La préférence du consommateur va de plus en plus aux fromages de spécialité qui ont connu des gains de 55 %. Les "divers produits laitiers", comme la crème glacée et ses dérivés, font maintenant partie de son menu régulier.

Une demande accrue pour les produits de boulangerie et céréaliers

Le consommateur affecte 15 % de son budget à ce groupe alimentaire, ce qui représente une hausse par rapport à 1986, mais une légère baisse comparativement au niveau 1996. La consommation de riz, céréales de table, pâtes alimentaires, petits pains, tartes, gâteaux et mélanges s'est accrue de 25% à plus de 120 %, sur une période de quinze ans.

Un dilemme: en réponse à une préoccupation santé, la consommation globale des fruits et légumes diminue

La part relative du groupe alimentaire fruits et noix a relativement diminué sur la facture totale d'épicerie. Il faut dire que la consommation de la plupart des fruits a diminué à l'exception notable des fruits tropicaux dont la consommation a augmenté de 106 %.

C'est aussi un résultat qui tranche avec la tendance que l'on observait en 1996 où la consommation de la plupart des fruits connaissait une hausse importante par rapport à 1986.

Les autres aliments : un bond spectaculaire dans les mets préparés

Associés à la commodité, reflets d'une certaine réalité et d'un besoin criant, les mets à emporter ou encore les préparations alimentaires précuites, comme les croquettes de poulet ou de poisson, la pizza et les quiches, sont devenus presque une constante dans le panier d'épicerie du consommateur québécois. Les préparations alimentaires précuites et/ou congelées ont fait des gains de exceptionnels entre 1986 et 2001. En effet, les dîners précuits ont augmenté de 470 % tandis que les autres préparations alimentaires pré cuites enregistraient une hausse de plus de 700 %.

Revue Bioclips plus, Vol.6, N° 2, septembre 2003, ministère de l'Agriculture, Pêcherie et Alimentation.

(418) 380-2101

Courriel: deef@agr.gouv.qc.ca

Le bel exemple de Belo Horizonte

Belo Horizonte est la quatrième plus grande ville du Brésil. En 1990, on estimait à plus de 20 % le nombre d'enfants souffrant de malnutrition dans cette ville de 2 600 000 d'habitants dont plus du tiers vit sous le seuil de la pauvreté.

Les élus municipaux ont entrepris de contrer le phénomène à l'aide d'une série de mesures audacieuses, toutes inspirées par ce principe fondamental que le droit à la sécurité alimentaire est aussi inaliénable que le droit à la dignité, que ce dernier est en quelque sorte conditionnel à la réalisation du droit à une alimentation de qualité.

Pour que la situation change, la ville a choisi d'assumer elle-même la responsabilité de nourrir ses citoyens défavorisés. Il fallait tout d'abord mettre en place des mécanismes pour assurer la production et l'approvisionnement aux prix les plus bas possibles.

Pour y parvenir, la ville a octroyé une quarantaine de parcelles de terres en périphérie de la zone urbaine à des producteurs agricoles. Ceux-ci approvisionnent des marchands qui louent à des tarifs préférentiels des emplacements fournis par la ville, en plein cœur des zones défavorisées.

En favorisant l'essor d'une agriculture périurbaine, de proximité, en éliminant les intermédiaires habituels du libre marché qui accaparent une part importante du prix de vente au détail, non seulement les citoyens, mais aussi les hôpitaux, les écoles et les acheteurs institutionnels peuvent se procurer une vaste gamme de denrées de bases à des prix correspondant à 50% des prix du marché.

Le SMAB (Secrétariat Municipal de Abastecimento) a également ouvert une série de centres agro-écologiques qui diffusent de l'information sur les pratiques agricoles écologiquement viables, et encouragé la création d'une centaine de jardins communautaires et en milieu scolaire.

Il est assez remarquable que la facture pour l'ensemble des mesures du programme de sécurité alimentaire représente moins de 1% du budget de la ville. De l'avis d'Adriana Aranha, une des responsables du SMAB, la plus grande réussite du programme de sécurité alimentaire de Belo Horizonte, aujourd'hui cité en exemple par l'UNESCO, aura été de faire mentir le préjugé tenace que les administrations municipales et les gouvernements sont inefficaces et de mauvais administrateurs et qu'il est préférable de s'en remettre aux formes libres du marché

Source : L'Agora, Vol.10 N°1 p.30

Fêtons ensemble les efforts faits pour respecter, chaque jour, le droit à la dignité

À l'occasion du 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, 700 personnes venues de différents quartiers de Montréal se sont rassemblées dans les rues du quartier Ahuntsic. Un quartier qui compte beaucoup de personnes en situation de pauvreté mais qui sont peu visibles : «Derrière les façades des maisons de nos quartiers il y a beaucoup de pauvreté».

Cette journée reconnue par l'O.N.U. depuis le 22 décembre 1992 s'est créée avec les personnes en situation de pauvreté, pour prendre le temps d'entendre et d'écouter celles et ceux qu'on n'entend jamais à cause de leur situation, pour prendre des engagements avec elles pour le reste de l'année. Une phrase donne pleinement le sens de cette journée: « Là où des hommes et des femmes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de la personne sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. » Joseph Wrésinski -fondateur du Mouvement Atd Quart-Monde, 17 octobre 1987.

Les participants se sont d'abord réunis pour un souper communautaire, puis une courte animation a permis d'expliquer le sens de cette journée. La marche en silence dans les rues du quartier a tenté de montrer des endroits symboliques où des zones de pauvreté côtoient des maisons plus aisées, et une zone de manufacture où beaucoup de personnes sont engagées pour des salaires de misère. De l'avis des marcheurs, ce fut un silence fort, porteur des témoignages du quartier, et d'autres pays dans le monde, lus auparavant.

Voici le témoignage écrit par des jeunes du quartier et lu par l'un d'entre eux.

Il a fortement impressionné tout le monde : «Le 17 octobre : Journée mondiale du refus de la misère, c'est une occasion unique pour nous les jeunes de la maison des jeunes, comme les autres personnes qui viendront témoigner, de dire des choses qu'on n'entend pas habituellement. C'est dur de vivre dans un HLM parce qu'on est mis à part. Les gens autour nous regardent comme si on était des espèces de créatures bizarres, simplement parce qu'on vit là. Les gens ont déjà des préjugés contre nous. Même quand tu te cherches une job, le fait d'habiter un HLM fait que t'es souvent refusé avant même d'avoir pu te faire valoir.

La journée du 17 octobre c'est bien parce qu'on se sent égal à tous le monde. Où est la justice ? La politique est fausse, la démocratie est fausse. Le parlement porte bien son

nom : on parle et on ment... On ne fait pas assez pour les pauvres, la criminalité augmente, la pauvreté ce n'est pas un choix. C'est pas normal qu'on nous rejette avant de nous connaître parce que nous ne vivons pas dans la même sorte de maison, parce que nous n'avons pas le bon vêtement, parce que nous ne sommes pas de la bonne taille, parce que nous ne sommes pas de la même couleur, parce que nous ne parlons pas la même langue. On nous rejette avant même de savoir qui on est. En faisant ça on nous vole notre confiance et on tue nos espérances. »

Des événements ont aussi eu lieu dans les quartiers Côte-des-Neiges et St-Michel, en présence d'enfants des écoles environnantes. Au total, des événements ont été organisés au cours de la journée dans 32 lieux, au Québec, en Alberta et au Nouveau-Brunswick. Ce sont des milliers de personnes et des centaines de groupes qui ont proclamé leur refus de la misère et leur engagement pour une société plus juste, fondé sur le respect des droits de la personne.

ATD Quart-Monde
Tél.: (514) 279-0468

Lancement des Ateliers cinq épices

C'est le 10 novembre dernier que Les ateliers cinq épices ont connu leur lancement. L'objectif était dans un premier temps de faire connaître leur image et aussi leur toute nouvelle identité en tant qu'organisme communautaire autonome qui a pour mission de promouvoir l'éducation nutritionnelle et culinaire, favoriser le développement social par le biais de l'alimentation auprès de la clientèle scolaire, étudiante, leur famille et les adultes principalement en milieu appauvri.

En second lieu, ce lancement était une occasion d'annoncer le partenariat effectif avec la Fondation Lucie et André Chagnon pour les trois prochaines années, aussi bien au niveau financier qu'en terme d'échanges d'expertises.

Les acteurs impliqués de près comme de loin dans le projet, tels que Madame Liza Frulla, députée de la circonscription de Verdun, Saint-Henri, Saint-Paul, Pointe-Saint-Charles, des chercheurs, des évaluateurs, des bailleurs de fonds, des représentants de la Commission scolaire de Montréal, et autres, étaient rassemblés dans une atmosphère de grande convivialité, qui reflétait, selon Manon Paquette, directrice de l'organisme, l'ampleur du projet.

Elle souligne également que toutes les allocutions qui ont été tenues par les partenaires étaient fort intéressantes et complémentaires les unes aux autres.

Par ailleurs, la présence de quelques familles a contribué au charme de la rencontre. Une mère a pris la parole et son intervention n'est pas restée sans impact sur l'assistance. Les enfants, quant à eux, avaient confectionné de petites bouchées qui ont ravi le palet de chacun.

Un nouvel organisme a donc vu le jour en cette journée. Tout plein d'énergie et d'espoir, il lui faut maintenant concentrer ses forces sur ce qui le fera grandir et consolider ses interventions surtout dans le volet développement social, dans la recherche de précieux partenaires pour contribuer au financement de ses activités et au partage d'idées, et dans la mise sur pied d'un programme d'évaluation pour juger pertinemment du résultat de ses actions.

Bonne Chance !

Pour plus d'informations, 931-5031

L'ouest se regroupe

Malgré les prêts à penser, les personnes appauvries existent dans l'ouest de l'île. Mais les organismes sont rares. Les distances souvent infranchissables pour les gens sans voiture. Aussi faut-il saluer l'initiative des divers groupes existants et des CLSC qui a abouti à une rencontre d'échanges et d'information réciproque. Pour l'occasion, madame Lorraine Montie avait invité plusieurs organismes membres de la Table à venir parler des expertises alternatives. C'est ainsi que Sylvie Rochette (Regroupement des Magasins Partage), Germaine Chevrier (Regroupement des cuisines collectives), Louise Bergeron (Collectif des groupes d'achats coopératifs) ont pu partagé leur expérience. Guy Paiement, pour sa part, a rappelé l'itinéraire parcouru par la Table et les enjeux qui se sont dégagés à l'occasion du colloque de juin dernier. La satisfaction qui s'est exprimée laisse croire que la concertation aura des suites.

Deuxième rencontre interrégionale et inter-réseaux

Le 14 octobre dernier, la Table avait invité les différentes régions à venir participer à une rencontre nationale d'échanges. Des représentants et représentantes de Longueuil, de Laval, de Lachute, de l'Outaouais, de Québec, de Lanaudière, et de Gaspésie-Iles de la Madeleine ont fait le voyage. D'autres, des Basses Laurentides, de la Mauricie, du Saguenay et de l'Estrie ont manifesté leur intérêt mais n'ont pu venir. En plus, le Regroupement des Magasins-Partage, le Regroupement des cuisines collectives et le Collectif des groupes d'achats coopératifs étaient présents. Les personnes présentes étaient curieuses d'avoir des informations sur la démarche vécue par la Table de Montréal et qui a abouti au colloque de juin dernier. Ce qui fut fait. Guy Paiement remit aussi un document contenant les quatre options de fond qui sous-tendent tous les efforts entrepris. Après une tournée de la situation dans les diverses régions, il fut décidé de se revoir le 18 février prochain pour une rencontre, cette fois, qui durera toute la journée. Louise Beauchamp de la Table de concertations des ressources alimentaire de Laval s'est offerte pour accueillir et loger tout le monde.

Nouvelles de l'Outaouais

Suite à la rencontre interrégionale organisée par la Table, madame Lorraine Legault de la Table de concertation de l'Outaouais sur la faim et le développement social a décidé d'offrir à ses membres, le 15 octobre dernier, une formation sur le document produit par

le comité sur l'innocuité alimentaire. Une bonne douzaine de groupes ont répondu à l'appel et ont dit avoir apprécié les réflexions proposées.

Nouvelle recrue à la Table

Alexa Kaoua occupe le poste d'agente en développement social depuis le mois de novembre 2003. Diplômée d'une maîtrise en communication publique, elle possède une solide expérience professionnelle dans le secteur municipal et associatif. Son mandat consiste à soutenir la Table dans ses efforts d'élaboration d'une politique de sécurité alimentaire.

Le colloque des Œuvres du cardinal Léger

Au Québec, tous les jours, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ne mangent pas à leur faim. Cette situation alarmante était le thème du premier colloque organisé par Les œuvres du cardinal Léger qui a eu lieu à Montréal, le jeudi 4 septembre. Cette rencontre a rassemblé une dizaine de conférenciers engagés et préoccupés par cette problématique cruciale.

Dans un premier temps, les participants se sont penchés sur l'urgence de transformer notre société, et ce, en présence de Robert Jasmin, président de l'ATTAC – Québec. Guy Paiement, quant à lui, a tenu une conférence pour présenter la Table et ses initiatives. Par la suite, un panel constitué de plusieurs représentants d'organismes concernés ont répondu à la question : "Est-ce qu'il y a une fin à la faim?", puis d'autres intervenants ont fait part de leurs positions sur "La faim d'argent et de moyens."

En après-midi, le Dr Gilles Julien, pédiatre social a pris la parole sur "La faim et les enfants. Besoins des enfants en situation de pauvreté," puis ce fut au tour de la comédienne Angèle Coutu, porte-parole des Œuvres du cardinal Léger qui témoigna de son engagement auprès des démunis. Une courte prestation du groupes Zalarmes, composé de neuf jeunes filles de 13 à 19 ans, du quartier Hochelaga Maisonneuve a ravi l'auditoire. La conférence de clôture a été prononcée par Vivian Labrie, porte-parole du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté au Québec.

Depuis plusieurs années, les demandes d'aide reçues à la Fondation (organisme qui chapeaute les Œuvres du Cardinal Léger) sont liées à la sécurité alimentaire pour les enfants, les jeunes, les sans-abri, les familles ou encore les aînés en hausse constante. C'est pourquoi Les œuvres du cardinal léger souhaitent rassembler, le temps d'une journée, des personnes et des organismes interpellés par cette question et intéressés à mieux comprendre les divers aspects reliés à la faim.

L'objectif de la journée a été d'échanger sur les réalités vécues par des gens qui ont faim, mais aussi de découvrir des initiatives stimulantes afin d'être en mesure de mieux intervenir, tous et chacun, et de cerner des pistes d'actions collectives.

Le COUAC en parle !

La Ressource Action-Alimentation Parc Extension a fait parler d'elle dans le Couac de décembre, journal critique et politique. Entre autres choses, Jean-Simon Houle, coordonnateur de l'organisme, a souligné le changement en cours au gouvernement. La sécurité alimentaire a quitté le ministère de la santé et des services sociaux pour aller rejoindre le ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation. Il craint que ce déménagement ne signifie un retour en arrière où le gouvernement se fiera sur les surplus des entreprises agro-alimentaires et négligera le support social et les multiples besoins des personnes appauvries.

Nouvelle instance régionale en sécurité alimentaire

La Direction de la santé publique, la Ville de Montréal, Centraide et le CRDIM proposent de mettre en place une instance de concertation régionale, intersectorielle et multi-réseaux, pour promouvoir la sécurité alimentaire à Montréal.

Vision de la nouvelle instance

Cette nouvelle instance rassemblera des organismes et institutions qui analyseront les enjeux liés à la sécurité alimentaire, partageront des connaissances et proposeront des voies d'action. La synergie attendue de cette instance reposera sur le travail collectif de réflexion et sur des consensus autour d'actions d'influence.

Composition

La DSP, la Ville et Centraide s'entendent pour participer à la nouvelle instance et proposent que le CRDIM agisse comme facilitateur en assumant la tâche de sensibiliser, d'obtenir l'adhésion des réseaux suivants et de leurs représentants et de former la nouvelle instance :

Réseau communautaire
Réseau scolaire
Réseau agro-alimentaire

D'autres ressources, notamment des chercheurs universitaires, des représentants d'organismes de défense des droits, pourront être mobilisés ponctuellement selon les dossiers traités.

Mélanie Rock et la Table

En janvier dernier, Mélanie Rock, de la Chaire " Approches communautaires et inégalités de santé " de l'université de Montréal, nous avait présenté un exposé très suggestif sur les risques plus élevés du diabète chez les populations à revenus précaires. Elle avait, par la suite, participé à plusieurs de nos rencontres dont celle de juin portant sur le Colloque " La faim, un problème politique ". Depuis peu, elle est devenue assistante-professeure à

l'université de Calgary et vient d'écrire un article sur la Table. Le titre (traduit): " Nous ne voulons pas gérer la pauvreté. Des groupes communautaires insistent sur la dimension politique de la sécurité alimentaire ".

L'auteure note que la Table et ses membres sont préoccupés par la justice sociale et veulent éviter que l'aide alimentaire ne masque les multiples racines de l'insécurité alimentaire. Elle souligne, en particulier, le document sur l'innocuité alimentaire qui entend aider les groupes à tenir compte des problèmes de diabète et d'obésité des personnes aidées. Enfin, elle fait sien l'intérêt de la Table d'adopter une approche globale qui traverse plusieurs politiques publiques pour contrer l'insécurité alimentaire et revoir les interventions dans cette perspective.

L'article devrait paraître dans le Canadian Journal of Public Health.

Une nouvelle directrice chez Moisson-Montréal

Détentrice d'un baccalauréat en service social et d'une mineure en administration, la nouvelle directrice générale de Moisson Montréal, madame Johanne Thérout, cumule plusieurs années d'expérience en gestion, dont deux à la direction générale d'une banque alimentaire régionale.

Son expérience de travail dans un organisme d'aide alimentaire offrant une approche structurante lui a permis de saisir rapidement les enjeux de la lutte dans laquelle Moisson Montréal est engagée.

En 2004, Moisson Montréal célébrera son 20e anniversaire. Cette année se vivra sous le signe de la reconnaissance à l'égard d'une multitude de partenaires qui l'ont soutenu tout au long de son parcours. Ce sera aussi l'aboutissement de la démarche de planification stratégique réalisée en 2003, qui a permis de réorienter la mission de l'organisme. Faisant partie d'un regroupement de 18 banques alimentaires au Québec, Moisson Montréal maintiendra une participation active sur l'échiquier des partenaires œuvrant en alimentation, afin d'assurer la sécurité alimentaire de la population québécoise défavorisée.

Une collaboration prometteuse avec l'UDM

Depuis septembre, la Table sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain travaille à l'élaboration d'une proposition de recherche en collaboration avec la Chaire Approches communautaires et inégalités de santé.

Cette démarche s'effectue dans le cadre d'un projet de recherche intitulé « La définition d'un nouvel espace socio-sanitaire : impacts des partenariats entre le système de santé et la société civile ». Ce projet de recherche s'intéresse aux partenariats entre la santé publique et la société civile et à l'interface créé par la rencontre de ces deux univers très différents.

C'est pour étudier et comprendre cette interface que le projet a été conçu. Le programme de recherche poursuit deux objectifs principaux : 1) documenter les transactions qui s'opèrent entre les acteurs de la santé publique et ceux de la société civile dans le cadre de ces partenariats et 2) mettre en place un processus de recherche qui alimentera une réflexion sur les pratiques.

Dans le cadre de ce projet, trois propositions de recherche seront développées, dont celle en collaboration avec la Table sur la faim. Avec l'organisme, il a été convenu d'effectuer une démarche de type ethnographique visant à documenter le processus de formulation de la politique de sécurité alimentaire, de même que sa rencontre avec les politiques et programmes gouvernementaux en mars prochain. Cette démarche devrait permettre de contextualiser le processus et d'en saisir tous les enjeux. Il s'agira ensuite, en collaboration avec la Table, de définir des questions de recherche plus précises en fonction du cheminement effectué. Un projet de recherche pourra alors être déposé à l'automne prochain dans le cadre des concours de recherche nationaux.

Questions de santé publique

Cette année, les participants aux Journées annuelles de la santé publique, se sont entre autres penchés sur le thème de l'obésité. Plusieurs chercheurs ont alors pris la parole pour expliquer les conséquences de la surcharge de poids sur la santé. Ils se sont également interrogés sur les causes qui l'engendrent en démontrant qu'elles sont davantage d'ordre social qu'individuel.

Marion Nestle, professeure à l'Université de New-York et auteure du livre *Food and politics* soutient que l'industrie alimentaire influence la façon de se nourrir et engendre par conséquent l'obésité. Celle-ci est devenue un problème de santé généralisé à l'ensemble de la planète, à l'exception de certains pays d'Afrique. Ce phénomène est entre autres lié aux transformations de nos modes de vie qui entraînent davantage de sédentarité, mais également à la pression des compagnies alimentaires qui œuvrent pour que les gens mangent plus. Les stratégies mises en place pour y parvenir font usage d'un marketing agressif qui fonctionne à merveille. Plus une compagnie alloue de budget publicitaire pour promouvoir ses produits, plus elle les vend. Nos références en matière alimentaire tendant à se limiter à ce que l'on veut bien nous présenter sur les magazines et à l'écran, il nous paraît normal de manger et de boire plus, sans nous interroger sur les conséquences des ingrédients qui y sont contenus. La professeure Nestle se demande s'il serait possible de faire la promotion de la santé afin de manger mieux. Il s'agirait entre autres d'améliorer les repas à l'école, d'interdire la publicité pour les aliments nuisibles pour la santé, d'enseigner les bases d'une saine alimentation, de promouvoir la cuisine et les produits du terroir. Il faudrait aussi développer l'esprit critique de la population face aux messages publicitaires qui tendront à nous faire croire que tout produit est bon pour la santé.

La fabuleuse campagne de Noël des Magasins-Partage

Le Regroupement des Magasins-Partage de l'Ile de Montréal est fier d'annoncer le succès de sa campagne de Noël 2003. Son spectaculaire souper bénéfique suivi d'un spectacle de Robert Charlebois a contribué grandement à la réussite de cette campagne. En collaboration avec Unibroue et la JCCM, cette soirée a permis d'amasser 36 500 \$ de profits nets. Cette somme cumulée aux généreux dons des partenaires du Regroupement permettront à ce dernier de redistribuer à travers les Magasins-Partage de Noël la valeur de 225 000 \$ en denrées alimentaires, en produits d'hygiène corporelle, en jouets et en livres. Le Regroupement des Magasins-Partage et ses membres auront remis à plus de 6000 ménages appauvris, soit près de 16 500 adultes et enfants plus d'un demi-million de dollars à l'occasion de Noël 2003.

Le Groupe Ressource du Plateau aux pommes

C'est le 27 septembre dernier, en une belle journée d'automne que le groupe Ressource du Plateau Mont-Royal a pris l'initiative de se rendre aux pommes avec ses membres. D'autres organismes, dont le SNAC d'Ahuntsic, le Club populaire des consommateurs de Pointe-Saint-Charles, se sont joints à l'événement qui a rencontré un franc succès. Le Groupe Ressource espère qu'il puisse se renouveler car il est un excellent moyen de créer des liens d'amitié en partageant les joies et la beauté de notre généreuse nature.

On parle de nous

La revue *Action médicale* a fait mention du Guide intitulé : *nos interventions et l'innocuité alimentaire* de la Table. Par ailleurs, la Revue *Développement social* de juin a fait une bonne place à un article sur la Table. Son numéro était consacré au développement social à Montréal. Enfin, la revue des *intervenants communautaire* en CLSC, Interaction communautaire, de l'été 2003 a présenté la conférence de Jean-Paul Faniel sur la sécurité alimentaire et le développement social tenue à la CDC de Longueuil en mars 2003. Cela nous a permis de faire connaître nos orientations à travers tout le Québec avec les retombées attendues, dont une formation à Rivière-du-Loup. Pour le texte complet : www.rqiiac.qc.ca

C'est pas mes oignons !

Des gens en cravate ont décidé d'appauvrir les personnes assistées sociales pour aider le marché du travail. Comme je n'étais pas un B.S., je n'ai rien dit. Des gens en cravate sont venus appauvrir les travailleurs et les travailleuses à faibles revenus pour que les compagnies soient compétitives. Comme je gagnais un bon salaire, je n'ai rien dit. Des gens en cravate ont changé les lois du travail à cause, disaient-ils, de la mondialisation. Comme mon syndicat avait été neutralisé j'ai appelé à l'aide. "À moi tous les citoyens!" Mais il n'y avait plus personne pour m'entendre. Chacun était enfermé chez lui, devant son appareil de télé, occupé à décider qui serait sacrifié à *Loft Story*.

Guy Paiement